

## 65 No 1 1938

Vie publique et morale chrétienne. En face de la Tchécoslovaquie mutilée.

**CATHOLICUS** 

## VIE PUBLIQUE ET MORALE CHRÉTIENNE

En face de la Tchécoslovaquie mutilée.

L'humanité n'a guère le droit d'être fière des événements de septembre 1938; l'humanité chrétienne surtout ne peut qu'en être profondément humiliée. Il est inutile de rappeler encore des faits qui sont dans toutes les mémoires. Mais quoi qu'on pense des conclusions auxquelles on a abouti à Munich et de leur véritable portée, et quelque légitimes qu'aient pu être certaines revendications des Allemands de Tchécoslovaquie, on ne pourra jamais oublier le caractère inhumain et immoral des moyens qui ont été employés pour parvenir au but visé, des méthodes qui ont été mises en œuvre pour y contraindre l'opinion mondiale.

Déloyauté d'abord. A Berchtesgaden comme à Asch, les déclarations les plus solennelles, les offres d'accord, les conditions posées comme programme d'entente apparaissent maintenant comme des manœuvres destinées à endormir ou à tromper l'adversaire ou ses défenseurs, et non comme des affirmations sincères, engageant ceux qui les faisaient : régulièrement, le lendemain ou le surlendemain, elles étaient dites « dépassées par les événements », qu'on ait réussi ou non à provoquer les faits qui devaient permettre de les déclarer caduques ou périmées ; la confiance internationale a subi en septembre un échec dont il est impossible de prévoir les conséquences.

Brutalité ensuite. On ne trouvera guère dans l'histoire d'exemple d'une violence systématique, aussi habilement concertée et réalisée dans la presse, à la radio, dans les discours du chef, pour grossir au centuple ou dénaturer radicalement des faits et des situations que. de l'autre côté, on ne demandait qu'à corriger et améliorer. Il a fallu au peuple tchécoslovaque une admirable maîtrise de soi pour rester calme, loval et droit, en présence de semblables excitations. pour ne pas donner aux adversaires les occasions de plainte qu'ils recherchaient avidement. Qu'il y ait quelque chose de formidable dans ce pouvoir d'un chef, maître unique de tous les moyens d'agir sur l'opinion et libre dès lors de la diriger et manoeuvrer à son gré, nous en convenons volontiers. Mais nous cherchons en vain dans toute cette campagne, dans la violence des discours de Nuremberg et du Palais des Sports de Berlin, un trait d'humanité vraie dépassant l'égoisme national, nous y cherchons en vain surtout un écho, même affaibli, de la parole divine « Aimez-vous les uns les autres ». Le respect mutuel entre les nations et entre leurs chefs, base de toute paix durable. a subi en septembre un échec qui est peut-être irréparable.

Recours à la guerre enfin malgré les pactes les plus formels. Les hommes d'Etat avertis disaient depuis longtemps que logiquement le Nazisme totalitaire et sa dictature permanente conduisaient à la guerre. L'Europe, le 27 septembre, a eu de cette vérité l'intuition inamissible, en a acquis le sentiment indélébile. Le plus jeune adolescent, le plus humble ouvrier en Europe, savent aujourd'hui où sont ceux qui menacent la paix du monde. L'espoir de vingt années dans les moyens de conciliation et d'entente a été arrêté net en septembre par l'attitude du Führer allemand, si clairement lié cependant par ses promesses antérieures. Et si, par un ensemble d'initiatives heureuses et de sacrifices immenses, la grande catastrophe a pu être évitée, la politique de la paix dans la justice n'en a pas moins subi en septembre un échec sérieux: Dieu veuille que ce ne soit pas un échec définitif.

Et cependant, dans ce déchaînement de passions violentes, il y eut deux moments profondément humains. Ce fut d'abord l'immense espoir qui saisit des millions d'êtres humains le 14 septembre lors du télégramme, si simple et si grand, de Neville Chamberlain et lors de son départ en avion le lendemain vers Berchtesgaden. Ce fut ensuite. le mercredi 28 septembre, alors que déjà la mobilisation était partout en cours, la poignante libération de millions de cœurs oppressés en présence des grands événements successifs de cette tragique journée : à 3 heures du matin, le télégramme du Président Roosevelt ; dans la matinée les démarches des ambassadeurs de France et d'Angleterre à Berlin, de l'ambassadeur anglais à Rome; l'intervention pacifique de Benito Mussolini et enfin l'acceptation par le chancelier Hitler de la conférence de Munich. Ce désir passionné de la paix, qui se manifesta alors dans les peuples avec tant de véhémence, à Paris comme à Londres, à Rome comme à Munich, est peut-être la principale leçon des événements de septembre 1938.

Cette paix n'a-t-elle pas été achetée à un prix trop élevé, par des sacrifices excessifs imposés à une nation courageuse et loyale, par l'abandon des garanties de la paix de demain? Nous n'avons pas à répondre ici à cette question complexe. Cette paix sera-t-elle durable et les sacrifices consentis assureront-ils à l'humanité une longue période de concorde et de progrès? C'est le secret de Dieu.

Rien ne sert de récriminer sur le passé. Ce qui, en vue de l'avenir, est essentiel, c'est que les peuples, même ceux qui sont conduits de force par les dictateurs, au fond du œur veulent la paix. Ce désir unanime de la paix forme une base solide pour le progrès de demain.

Il y a une logique de la paix. Qui veut la paix doit vouloir les conditions nécessaires de la paix. Et peut-être la principale tâche de ceux qui ont à éclairer l'opinion par la parole ou la plume devra-t-elle être désormais d'entraîner de plus en plus les peuples dans le sens de cette logique de la paix véritable.

La logique de la paix véritable.

Nous disons : « la paix véritable », car il y a de fausses déclarations de paix, qui ne sont que des calculs de guerre égoistes et ambitieux. On offre, on promet la paix à l'ouest, pourvu qu'on soit laissé libre de faire sans entrave toute guerre de conquête à l'est : la paix devient un moyen de guerre plus efficace et plus rapide. On est prêt à conclure toute une série de pactes particuliers de non-agression, pourvu que chacun des co-contractants consente à se désintéresser du sort d'un seul qui est exclu du bénéfice de ces alliances : la paix devient un moyen d'impunité dans l'injustice. Il est du devoir des écrivains chrétiens de démasquer constamment l'hypocrisie de ces prétendus désirs de paix, qui spéculent sur l'égoisme et la lâcheté de ceux qu'on épargne pour reculer toujours la paix complète et définitive.

Mais même la paix véritable et définitive n'est pas première dans l'ordre des valeurs d'ici-bas. Comme l'a dit S. S. Pie XI dans son émouvant discours du jeudi soir 29 septembre, elle ne compte, elle ne vant que si elle est une paix « dans la justice et dans la charité » ; et poursuivant son analyse, le pape indique clairement ce que cette paix exige : « chez les gouvernants la confiance dans les voies pacifiques de loyaux pourparlers et d'accords durables », chez les peuples « des sentiments et des œuvres aptes à fonder la paix sur les bases du droit et des enseignements évangéliques ».

Qu'on nous permette de commenter ici ces quatre aspects mis en lumière par le pape, ces quatre conditions de la paix que doit vouloir quiconque veut sincèrement la paix.

Justice d'abord. Il est incontestable que le sens de la justice internationale a subi en ces dernières années un lamentable recul. Les faits d'abord, les doctrines ensuite inculquent une morale nouvelle, celle de la « loi de vie » des nations vigoureuses : chaque race, chaque nation, a droit à toute l'expansion, à toute la puissance que peut acquérir sa force vitale ; la loi morale s'identifie pour elle avec sa capacité de progrès ; tout ce qui y conduit est légitime et moral. Et là où on n'adhère pas à un Nietzschéisme aussi inhumain, on s'efforce du moins d'accentuer de plus en plus la doctrine du « réalisme » national à l'encontre d'un idéalisme qui semble dangereux.

Mais l'âme populaire ne comprend pas ces subtilités fallacieuses : et si on a envers les foules qui lisent et qui écoutent le courage des grandes sincérités, on trouvera préformé en elles un sens remarquable de la justice dans la paix. Justice d'abord, et donc existence de règles universelles et durables du droit, valables également pour tous, forts et faibles ; et donc suprématie de cet idéalisme moral sur les calculs réalistes de la sécurité personnelle et de l'égoïsme national. Certes, nous savons tous qu'un sain réalisme impose aux nations comme aux

individus des limites qui proportionnent l'exécution d'un devoir aux possibilités d'action. Mais le peuple sent bien que des limites du devoir ne peuvent pas être les principes du devoir. Si l'on veut assurer la paix de demain, c'est à travers toutes les couches sociales des peuples qu'il faut faire pénétrer l'idée de la justice inspiratrice de la paix. Cela eût été facile dès le début... s'il n'y avait pas eu trop souvent trahison des clercs.

La justice ne va pas sans la vérité. Que l'on est loin aujourd'hui, dans les Etats totalitaires de droite ou de gauche, de la «censure» de l'Ancien Régime qui se bornait à limiter les libertés — ou les licences — de la presse! Aujourd'hui il s'agit là-bas de diriger la presse et par elle de «faire la vérité» selon les nécessités nationales, comme on «fait la justice» en fonction des intérêts de la patrie. Et l'on rêve d'«accords de presse» qui obligeraient les voisins plus faibles à voiler eux aussi les vérités redoutées... Dans les pays non totalitaires, d'autre part, que de fois c'est un argent malsain ou un parti-pris aveugle qui «fait la vérité»... Si l'on veut promouvoir la paix, il faut inlassablement démasquer et stigmatiser ces campagnes de presse commandées et surtout former le sens critique des lecteurs, leur apprendre à ne jamais lire sans défiance un journal quel qu'il soit, même bien des journaux qui se disent catholiques.

Charité ensuite. S'il y a un fait angoissant dans la situation contemporaine, c'est la place que prend de plus en plus la haine dans la vie sociale et politique. Il semble qu'aujourd'hui on groupe plus facilement les hommes en les excitant contre une partie de leurs frères qu'en les engageant à collaborer pour l'édification d'une tâche commune. Fronts antifasciste, anticapitaliste, antidémocratique, antisémite, anticommuniste, que sais-je ? l'homme moderne n'est-il donc satisfait que si on lui offre, comme à une bête de proie, un adversaire à écraser? Qu'on lise l'une après l'autre la littérature communiste contre les capitalistes et les bourgeois ou certaine littérature de droice, même catholique hélas, contre les « rouges », n'est-ce pas d'un côté comme de l'autre, la même attitude paienne de haine aveugle. le même refus de comprendre autrui, la même simplification outrancière et mensongère des attitudes et des désirs? Ce n'est pas ainsi que le Christ nous a appris à hair le mal tout en aimant passionnément un frère égaré. Ce n'est pas sur la base de la haine qu'on bâtira demain une Belgique ou une France catholique, une Espagne régénérée. C'est en portant remède aux maux qui ont produit les égarements qu'on déplore, c'est en construisant la cité nouvelle, capable de réunir des frères hier séparés.

Qu'on ne nous dise pas que nous nous écartons ici de notre sujet pour diriger notre attention sur la paix sociale ou religieuse à l'intérieur des pays. N'est-ce pas un fait effrayant à constater aujourd'- hui que souvent des raisons de classe sociale ou de parti dictent les attitudes de politique étrangère? La paix intérieure dans la patrie, la paix internationale dans le monde deviennent de plus en plus étroitement solidaires. Promouvoir dans la charité la paix et l'union à l'intérieur, c'est contribuer à la paix universelle.

Cherehons donc à dilater les cœurs par un peu plus d'amour. Et à cet effet habituons-nous à montrer, au delà des chefs ou des meneurs coupables ou perfides, les peuples, les masses qui au fond veulent le bien, veulent la justice et la charité, désirent passionnément la paix, paix internationale, paix sociale, paix religieuse...

« Confiance dans les voies pacifiques de loyaux pourparlers et d'accords durables». Tel est le conseil que le pape donne aux gouvernants. Il dépasse singulièrement l'occasion qui l'a provoqué. Pourquoi ce qui est vrai à Munich serait-il faux à Varsovie, à Budapest, à Tokyo, à Barcelone ou à Burgos ? Que de fois un « Diktat » de vainqueur a eu de terribles lendemains! Que de fois un accord librement consenti, une médiation volontairement acceptée se sont révélés bienfaisants et féconds! Dans la pensée de ses fondateurs ou inspirateurs — parmi lesquels il est certes légitime de placer en première ligne Benoît XV - la Société des Nations était destinée à faciliter et à appuyer ces pourparlers et ces accords. Si la première réaction mondiale au lendemain de la conférence de Munich a été une joie profonde et un enthousiasme délirant, c'est que l'instinct populaire y avait percu d'emblée le principe de la collaboration et de l'accord pacifique des nations. Et quelles qu'aient pu être les critiques légitimes des modalités de l'accord, ce principe posé en un tel moment reste un bienfait immense et qui peut se continuer demain, si les peuples le veulent. Puissent-ils le vouloir partout, depuis le Japon jusqu'en Espagne!

« Chez les peuples des sentiments et des œuvres aptes à fonder la paix sur les bases du droit et des enseignements évangétiques ». C'est ici peut-être que les plus larges espoirs sont permis. N'est-il pas remarquable qu'aux moments les plus angoissants de la crise qui vient de se terminer le langage de ceux qui voulaient la paix se soit trouvé spontanément si juste et si chrétien, que la parole du Président Roosevelt et celle du Souverain Pontife se soient si étroitement rencontrées, et qu'une réaction vers la justice dans la paix — celle que veut le Christianisme — ait réuni un instant en une intime communauté de sentiments les nations les plus diverses, les classes sociales les plus opposées, les partis les plus éloignés l'un de l'autre. Preuve nouvelle, une fois de plus, des richesses d'humanité vraie et profonde que renferme et que surélève le Christianisme. Aux heures tragiques, c'est dans la vérité chrétienne — qu'on s'en rende compte ou